

B O U R S E D I R E C T
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
commerce ;
Siège social : 374 Rue Saint-Honoré – 75001 Paris
408 790 608 RCS Paris

-ooOoo-

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 12 MAI 2021**

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-et-un, le douze mai, à huit heures trente,

Les actionnaires de la Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance Bourse Direct, au capital de 13 814 097 € ont été informés que l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société se tiendrait ce jour au 374 Rue Saint-Honoré à Paris (1^{er}) par convocation adressée par le Directoire.

Dans le contexte de pandémie de coronavirus (COVID-19), et en vertu de l'ordonnance n° 2020-321 en date du 25 mars 2020 et du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020, ainsi que l'ordonnance n° 2020-1497 du 2 décembre 2020, du décret n° 2020-1614 du 18 décembre 2020 et du décret n° 2021-255 du 9 mars 2021, cette Assemblée Générale se tient exceptionnellement sans la présence physique de ses actionnaires, à huis clos, au siège social de la Société. En effet, les mesures de confinement, de limitation des déplacements et de restriction de réunion en vigueur à la date de convocation de l'Assemblée générale ne permettent in concreto pas la tenue de l'Assemblée générale dans le respect des mesures sanitaires compte tenu notamment du nombre d'actionnaires supérieur à la limitation de 6 personnes et leur lieu de résidence supérieure, parfois à 10 kilomètres.

Par ailleurs, la Société ne dispose pas des systèmes et des outils permettant une participation par voie de conférence téléphonique ou audiovisuelle, n'étant pas en mesure de confirmer l'identité des personnes et leur qualité d'actionnaire.

L'Assemblée est retransmise en direct par visio sur le lien <https://boursedirect.webex.com/boursedirect-fr/onstage/g.php?MTID=ef2db51d9ea58a134bae9686728b54935>.

Les scrutateurs ont été désignés parmi les dix plus importants actionnaires de la Société tels qu'ils ressortaient de la liste des actionnaires nominatifs à la date de la convocation ; les deux plus importants actionnaires ont accepté cette désignation ; il s'agit de E-Viel et de Madame Catherine Nini.

Monsieur William Wostyn préside la séance en sa qualité de Président du Conseil de surveillance.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par Madame Gaëlle Sébilleau.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par les membres du bureau.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que 6 actionnaires sont représentés et possèdent 46 185 458 actions sur les 53 773 081 actions ayant droit de vote, soit plus du cinquième et du quart.

L'Assemblée, réunissant le quorum requis, est déclarée régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

Le Président constate, en outre, que compte tenu de la tenue de l'Assemblée à huis clos :

- le Cabinet Ernst & Young Audit, Co-commissaire aux comptes, représenté par Monsieur Bernard Heller, dûment convoqué, est absent excusé ;
- le Cabinet Fidorg Audit, Co-commissaire aux comptes, représenté par Monsieur Christophe Chareton, dûment convoqué, est absent excusé ;
- Madame Armelle Khadum et Monsieur Pierre-Charles François, représentants du Comité Social et Economique de la société, dûment invités, sont absents.

Madame Catherine Nini, Président du Directoire – Directeur général assiste à l'Assemblée.

Le Président rappelle l'ordre du jour :

En la forme ordinaire :

1. lecture et approbation du rapport de gestion du Directoire et du rapport général des Commissaires aux comptes sur la marche de la Société et sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ; approbation desdits comptes ;
2. affectation du résultat ;
3. lecture et approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce ;
4. renouvellement du mandat de Co-commissaire aux comptes titulaires du Cabinet FIDORG ;
5. non-renouvellement du mandat de Co-commissaire aux comptes suppléant de Mme Kahima ;
6. renouvellement du programme de rachat d'actions ;
7. approbation du rapport sur les rémunérations ;
8. approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux ;
9. approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Madame Catherine Nini, Président du Directoire – Directeur Général au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
10. approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables à Madame Virginie de Vichet, Membre du Directoire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
11. approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération attribuables à Madame Catherine Nini, Président du Directoire pour l'exercice à venir ;
12. approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération attribuables à Madame Virginie de Vichet, Membre du Directoire pour l'exercice à venir ;
13. approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération attribuables aux Membres du Conseil de surveillance pour l'exercice à venir.

En la forme extraordinaire :

14. Délégation globale de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves ;
15. autorisation à donner au Directoire pour réduire le capital social dans le cadre du programme de rachat d'actions ;
16. autorisation à donner au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux du Groupe ou de certains d'entre eux, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription ;
17. délégation de compétence au Directoire à l'effet d'émettre des bons d'offre en cas d'offre publique à attribuer gratuitement aux actionnaires ;

18. délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social de façon réservée aux salariés, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
19. autorisation donnée au Directoire selon le principe de réciprocité et dans les conditions légales d'utiliser les délégations octroyées en cas d'offre publique ;
20. plafonnement global du montant des délégations de pouvoirs d'augmentation du capital social ;
21. mise en harmonie des statuts à la suite de la recodification du Code de commerce ;
22. mise en harmonie des statuts relative au Commissaire aux comptes suppléant ;
23. pouvoirs pour les formalités.

Le Président dépose sur le bureau :

- la feuille de présence ;
- les attestations de participation ;
- la liste des actionnaires nominatifs ;
- le nombre total de droits de vote et d'actions ;
- les publications : BALO du 7 avril 2021, BALO du 26 avril 2021, Les Petites Affiches du 26 avril 2021 ;
- les convocations des actionnaires nominatifs ;
- les convocations des représentants du Comité Social et Economique ;
- les convocations des Commissaires aux comptes ;
- le rapport annuel (incluant le rapport de gestion, le rapport sur le gouvernement d'entreprise, le rapport sur les opérations réalisées par les dirigeants, le tableau des cinq derniers exercices, les comptes sociaux de l'exercice 2020, la liste des administrateurs et le texte des résolutions) ;
- les observations du Conseil de Surveillance ;
- la liste des conventions réglementées ;
- les statuts;
- le rapport spécial relatif aux attributions d'actions gratuites ;
- le rapport spécial relatif aux options de souscription ou d'achat d'actions ;
- les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux et attestation des Commissaires aux comptes sur le montant global des rémunérations ;
- les rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées, et sur des résolutions de l'ordre du jour extraordinaire ;
- le document d'enregistrement universel 2020.

Le Président déclare que tous les documents prescrits par la loi ont été tenus au siège social, dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires et des Co-commissaires aux comptes, et rendus accessibles sur le site internet de la société conformément à l'article R. 225-73-1 du Code de Commerce.

L'Assemblée dispense le Président de donner lecture du rapport du Directoire.

Le Président passe la parole à Madame Catherine Nini pour répondre aux questions écrites des actionnaires.

1/ Vote aux AG via VOTACCESS

Bourse Direct valorise la communication avec ses actionnaires et notamment lors de son assemblée générale annuelle. Toutefois les conditions sanitaires actuelles ne permettent pas de se réunir et conduisent à tenir l'assemblée générale à huis clos.

Les actionnaires sont invités à voter par correspondance ou par procuration. Ces moyens sont assez facilement mis en œuvre notamment par email.

Nous mènerons une réflexion quant à l'opportunité d'utiliser le système VOTACCESS pour les prochaines assemblées générales.

2/ Label d'excellence pour la qualité du service client de Bourse Direct

Bourse Direct est très attachée à la qualité de son service client.

Ce prix est attribué également pour la politique tarifaire de Bourse Direct. La politique tarifaire de Bourse Direct reste une des plus compétitives du marché avec son ordre de bourse à moins d'1 €. Bourse Direct a d'ailleurs reçu en octobre 2020, pour la 15^{ème} année consécutive, le label d'excellence des dossiers de l'Epargne. Les experts indépendants des Dossiers de l'Epargne ont analysé les services de Bourse Direct : « Une offre composée d'une seule formule avec des tarifs parmi les plus compétitifs du marché sur l'ensemble des profils d'investisseurs. Les droits de garde ainsi que l'utilisation du service de bourse en ligne sont gratuits. À cela s'ajoute des frais de courtage forfaitaires jusqu'à 10 000 € (15,49 € et au-delà 0,3 %), très avantageux pour les investisseurs les plus actifs ».

3/ Rémunération du Directeur général adjoint

La part variable de la rémunération du Directeur général adjoint est déterminée en fonction de critères quantifiables de performance. Cette partie variable intègre différents indicateurs de performance par rapport à la mission confiée dans le cadre du développement commercial et de la qualité du service clients de la société. Ces indicateurs de performance se mesurent au travers de différents paramètres et doivent être analysés au regard de l'évolution générale de l'entreprise et du contexte de marché :

1. le coût de recrutement de prospects,
2. le taux de transformation de prospects en clients,
3. le coût de recrutement de clients,
4. la qualité du service clients.

Les indicateurs n° 1, 2 et 3 en année N s'évaluent en comparaison de la moyenne observée de ces indicateurs sur les 5 dernières années : > N (indicateurs n° 1 et 3) < Moy 5 ans (Indicateurs n° 1 et 3), > N (indicateurs n° 2) > Moy 5 ans (Indicateurs n° 2). L'indicateur n° 4 intègre des éléments qualitatifs mesurables par la satisfaction générale des clients.

Pour l'exercice 2020, les objectifs relatifs à la qualité du service client ont été atteints.

4/ Mesures de la qualité du service client par le suivi des réclamations

Compte tenu de toute l'attention que porte Bourse Direct à la qualité du service client, la société a notamment mise en place une politique de suivi des réclamations dans le cadre de la réglementation applicable.

Le Comité d'audit est destinataire de KRI (Key Risk Indicators) qu'il a établi avec les directions concernées de la société dont plusieurs portent sur les réclamations des clients.

L'année 2020 a été relativement atypique du fait de la crise sanitaire et des conditions d'organisation d'un télétravail à 100 % des effectifs dès le mois de mars 2020, à un moment de forte activité sur les marchés et d'accroissement important du nombre de nouveaux clients. La situation de crise sanitaire a rendu difficile une modification de l'organisation des équipes dans un contexte de fort volume.

Toutefois, en dehors de quelques sujets de transferts de compte liés à des processus de back office rendus plus complexes par le télétravail pour l'ensemble des établissements de la place, le nombre de réclamations est globalement stable en 2020 par rapport aux nombres de clients.

La quasi-totalité des médiations devant l'AMF sont conclues en faveur de Bourse Direct.

Dans l'hypothèse où des thèmes de réclamations similaires se renouvellent, Bourse Direct en tire les enseignements pour faire évoluer son dispositif et ses systèmes afin de répondre au mieux aux attentes de ses clients.

Le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

STATUANT EN LA FORME ORDINAIRE

Première résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports de gestion du Directoire, des observations du Conseil de surveillance et du rapport des Co-commissaires aux Comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2020, tels qu'ils ont été présentés, faisant ressortir un bénéfice de 6.105.099,92 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées au 4 de l'article 39 dudit Code qui s'élève à 18.295 € au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Deuxième résolution

L'Assemblée générale, sur la proposition du Directoire, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, décide d'affecter le bénéfice distribuable qui s'élève 6.105 099,92 € de la manière suivante :

Détermination des sommes distribuables :

- Résultat de l'exercice	6.105.099,92 euros
- Report à nouveau	<u>23.114.776,43 euros</u>
Montant à affecter	29 219 876,35 euros

Affectations proposées

- Distribution de dividendes	2.762.819,40 euros
- Report à nouveau	<u>26.457.056,95 euros</u>
Total	29.219.876,35 euros

Le dividende d'un montant total de 2.762.819,40 euros à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,05 euro par action, étant précisé que tous les pouvoirs sont donnés au Directoire pour faire inscrire au compte « Report à nouveau » la fraction du dividende correspondant aux actions autodétenues par Bourse Direct, le cas échéant.

Le dividende sera détaché le 17 mai 2021 et mis en paiement le 19 mai 2021.

Le dividende proposé est éligible à l'abattement qui résulte de l'article 158-3-2° du Code général des impôts. Par ailleurs, en vertu de l'article 117 quater du Code général des impôts, les dividendes perçus sont soumis, sauf dispense sous conditions de revenus, à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire, qui constitue un acompte d'impôt sur le revenu.

Il est rappelé qu'au titre des trois exercices précédents, un dividende a été distribué (déduction faite de la part revenant aux titres d'autocontrôle) :

- en mai 2020, au titre du résultat de l'exercice 2019, d'un montant de 0,02 € par action, soit un montant total de 1.115.143,76 € ;
- en mai 2019, au titre du résultat de l'exercice 2018, d'un montant de 0,02 € par action, soit un montant total de 1.119.107,66 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Troisième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Co-commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés par l'article L. 225-86 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, approuve les conventions qui se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé mentionnées dans le rapport spécial des Co-commissaires aux comptes concernant les conventions et engagements réglementées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Quatrième résolution

Sur proposition du Directoire, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, renouvelle le Cabinet FIDORG AUDIT, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée, aux fonctions de Co-commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2027 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Cinquième résolution

Sur proposition du Directoire, l'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, décide, après avoir constaté que les fonctions de Co-commissaire aux comptes suppléant de Madame Ait Aoudia KAHIMA arrivaient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, de ne pas procéder à son renouvellement ou à son remplacement en application de la loi et sous réserve de l'approbation de la 22^{ème} résolution ci-après.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Sixième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale ordinaire, autorise le Directoire à procéder à l'achat des actions de la Société, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

Les actions acquises dans le cadre de cette autorisation pourront l'être, en vue de :

- l'attribution d'actions dans le cadre d'augmentations de capital réservées aux salariés du groupe au titre de plans d'options d'achat qui seraient consenties aux salariés ;
- la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange ou d'obligations de couverture liées à des titres de créance, dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- l'annulation de tout ou partie de ces actions par réduction de capital en vue d'optimiser le résultat par action de la société, sous réserve de l'adoption d'une résolution spécifique par l'Assemblée générale des actionnaires statuant en la forme extraordinaire ;
- favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres de l'émetteur ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché au travers d'un contrat de liquidité.

Cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée. L'Assemblée générale fixe le nombre maximum d'actions à acquérir à 5,5 % du nombre total d'actions composant le capital social.

Les achats, cessions ou échanges des actions pourront être réalisés par tous moyens, y compris par l'utilisation de mécanismes optionnels et/ou sous forme de bloc de titres et à tout moment sous réserve qu'ils n'accroissent pas la volatilité du titre et à l'exception des achats d'options d'achat, y compris en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière. L'Assemblée générale fixe le prix maximum d'achat à 5 euros.

Le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 4.585.725 euros .

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, en cas de division et regroupement de titres, les prix seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

Le Directoire donnera aux actionnaires dans son rapport à l'Assemblée générale annuelle des informations relatives aux achats, aux transferts, aux cessions ou aux annulations d'actions ainsi réalisés.

Cette autorisation annule et remplace pour sa durée restant à courir l'autorisation donnée par l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 14 mai 2020.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 46 035 458

CONTRE : 150 000

ABSTENTION : 0

Septième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, approuve en application de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, le rapport sur les rémunérations des mandataires sociaux comprenant les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-26 telles que présentées dans le rapport de gouvernement d'entreprise établi en application des articles L. 22-10-20 et L. 225-68 du Code de commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Huitième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-26 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des mandataires sociaux telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Société établi en application de l'article L. 22-10-20 du Code de commerce.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 46 185 358

CONTRE : 100

ABSTENTION : 0

Neuvième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2020 ou attribués au titre du même exercice à Madame Catherine Nini, Président du Directoire, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application des articles L. 22-10-20 et L. 225-68 du Code de commerce.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 46 035 358

CONTRE : 150 100

ABSTENTION : 0

Dixième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, en application de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au

cours de l'exercice 2020 ou attribués au titre du même exercice à Madame Virginie de Vichet, Membre du Directoire, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application des articles L. 22-10-20 et L. 225-68 du Code de commerce.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 46 035 358

CONTRE : 150 100

ABSTENTION : 0

Onzième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-26 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables à Madame Catherine Nini, Président du Directoire, au titre de l'exercice à venir.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 46 035 358

CONTRE : 150 100

ABSTENTION : 0

Douzième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-26 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables à Madame Virginie de Vichet, Membre du Directoire, au titre de l'exercice à venir.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 46 035 358

CONTRE : 150 100

ABSTENTION : 0

Treizième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et en application de l'article L. 22-10-26 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux membres du Conseil de surveillance, au titre de l'exercice à venir.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

STATUANT EN LA FORME EXTRAORDINAIRE**Quatorzième résolution**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-130 et L. 22-10-50 du Code de commerce :

1. délègue au Directoire, sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, par l'émission et l'attribution gratuite d'actions ou par l'élévation du nominal des actions ordinaires existantes, ou la combinaison de ces deux modalités ;
2. décide qu'en cas d'usage par le Directoire de la présente délégation, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-50 et L. 225-130 du Code de commerce, en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution gratuite d'actions, les droits formant rompus ne seront pas négociables, ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation ;
3. fixe à vingt-six (26) mois la durée de la validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée ;
4. décide que le montant de l'augmentation de capital au titre de la présente résolution ne devra pas excéder le montant nominal de 3 000 000 d'euros, compte non tenu du montant nominal de l'augmentation de capital nécessaire pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, les droits des titulaires de droits ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Ce plafond est indépendant de l'ensemble des plafonds prévus par les autres résolutions de la présente Assemblée ;

5. confère au Directoire tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, et généralement, prendre toutes mesures et effectuer toutes les formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts ;
6. prend acte de ce que la présente délégation prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Quinzième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce :

1. autorise le Directoire à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions ordinaires de la société détenues par celle-ci à la suite de la mise en œuvre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée générale, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions, par période de 24 mois, en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles, y compris en partie sur la réserve légale à concurrence de 10 % du capital annulé ;
2. fixe à vingt-quatre (24) mois à compter de ce jour la durée de la présente autorisation qui annule pour la période non écoulée et remplace celle accordée par l'Assemblée générale mixte du 14 mai 2020 dans sa dix-septième résolution ayant le même objet ;
3. donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de déléguer dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation et notamment, pour constater la réalisation de la ou des réductions de capital, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Seizième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-59, L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. autorise le Directoire, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la Société ou des Sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi qu'au profit des mandataires sociaux définis par la loi, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société ;
2. décide que le Directoire déterminera le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement, l'identité des bénéficiaires ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
3. décide que la présente autorisation ne pourra excéder le plafond de 5 % du capital social à la date de la décision d'attribution par le Directoire ;
4. décide que la présente attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive, sous réserve de remplir les conditions et, le cas échéant, critères éventuels fixés par le Directoire, au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Directoire, celle-ci ne pouvant être inférieure à un (1) an, sauf cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale et que les bénéficiaires devront, le cas échéant, conserver ces actions pendant une durée fixée par le Directoire,

au moins égale à celle nécessaire pour que la durée cumulée des périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation puisse être supérieure ou égale à deux (2) ans ;

5. autorise le Directoire à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
6. autorise le Directoire, conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, à réaliser une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation de réserves ou primes d'émission qui, le cas échéant, serviront en cas d'attributions gratuites par émission d'actions nouvelles au profit des bénéficiaires desdites actions ;
7. autoriser le Directoire à déterminer le nombre d'actions à racheter et/ou le nombre d'actions à émettre en vue de leur attribution gratuite ;
8. prend acte de ce que la présente décision emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes ;
9. délègue tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation dans les limites légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation, effectuer tous actes, formalités et déclarations, modifier les statuts en conséquence et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire à la réalisation de cette opération, conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Cette autorisation est consentie pour une période de trente-huit (38) mois, à compter de la date de la présente Assemblée générale. La présente autorisation met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée l'autorisation donnée par l'Assemblée générale du 4 mai 2018 aux termes de sa onzième résolution.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 46 035 458

CONTRE : 150 000

ABSTENTION : 0

Dix-septième résolution

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, délègue au Directoire sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de bons soumis au régime des articles L. 233-32 et L. 233-33 du Code de commerce permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la société, et à leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la société, et fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques des bons.

Le nombre maximal de bons qui pourrait être émis ne pourra dépasser le nombre d'actions composant le capital social de la société lors de l'émission des bons.

Le montant nominal maximal des actions qui peuvent être ainsi émises ne pourra dépasser le plafond de dix (10) millions d'euros. Ce montant maximal est cumulatif aux autres délégations accordées par l'Assemblée générale au Directoire par la présente Assemblée ou des précédentes. Ces plafonds ne tiennent pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la société.

Tous pouvoirs sont donnés au Directoire, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre dans les conditions prévues par la loi, la présente délégation, notamment la modification des statuts conséquente.

La présente délégation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée. Elle ne pourra être utilisée qu'en cas d'offre publique, en France et/ou à l'étranger, visant la société.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 42 999 783

CONTRE : 3 185 675

ABSTENTION : 0

Dix-huitième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et en application notamment des dispositions de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et de l'article L. 3332-1 et suivants du Code du travail, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire :

- 1°) délègue au Directoire la faculté d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois d'un montant nominal maximum de 1 % du montant du capital social tel qu'il ressortira après réalisation de l'une des augmentations de capital visées ci-dessus. Cette augmentation sera réservée aux salariés de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liées conformément aux dispositions légales applicables ;
- 2°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit desdits bénéficiaires ;
- 3°) décide que le Directoire pourra prévoir l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution et, le cas échéant, de l'abondement et de la décote sur le prix de souscription, ne pourra pas excéder les limites légales ou réglementaires ;
- 4°) donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment :
 - de déterminer les sociétés ou groupements dont les salariés pourront souscrire aux actions émises en application de la présente délégation ; de fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires des actions nouvelles et, dans les limites légales, le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de ces actions ;
 - de déterminer si les souscriptions devront être réalisées par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ou directement ;
 - de décider du montant à émettre, du prix de souscription, de la durée de la période de souscription, de la date à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, et plus généralement, de l'ensemble des modalités de chaque émission ;
 - de constater la réalisation de chaque augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;

- et d'une façon générale, prendre toutes mesures pour la réalisation des augmentations de capital, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Il est précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail, le prix des actions à émettre ne pourrait être inférieur de plus de 30 % au prix d'acquisition ou à la moyenne des cours côtés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, en tant que de besoin, la délégation antérieure du 14 mai 2019 ayant le même objet.

Cette résolution est rejetée à la majorité.

POUR : 3 217 675

CONTRE : 42 967 783

ABSTENTION : 0

Dix-neuvième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, autorise le Directoire, dans le cadre de l'article L. 233-33 du Code de commerce, si les titres de la société viennent à être visés par une offre publique, à mettre en œuvre les autorisations et délégations qui lui ont été consenties aux termes des quatorzième, quinzième, seizième et dix-septième résolutions de la présente Assemblée. L'Assemblée générale décide que le Directoire, avec faculté de subdélégation, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre dans les conditions prévues par la loi, la présente autorisation, et notamment la modification des statuts conséquente.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

POUR : 46 035 458

CONTRE : 150 000

ABSTENTION : 0

Vingtième résolution

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, et conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment les articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 22-10-52, L. 225-136, L.228-91 et suivants :

- 1°) délègue au Directoire sa compétence à l'effet de procéder à l'émission par la Société, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger et/ou sur le marché international par une offre visée à l'article L. 411-2, II du Code monétaire et financier d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, y compris de bons de souscription et/ou d'acquisition émis de manière autonome, à titre gratuit ou onéreux, soit en euros, soit en monnaies étrangères, ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, par souscription en espèces ou par compensation de créances, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la Société et/ou conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, à des actions de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, et/ou, conformément à l'article L. 228-91 du Code de commerce, de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances ;

- 2°) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à trois (3) millions d'euros ou à la contre-valeur de ce montant, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital réalisées par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ne pourra être supérieur en tout état de cause à 10 % du capital social par an conformément aux dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article L. 225-136 du Code de commerce ;
- 3°) décide, en outre, que le montant nominal global des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu de la délégation susvisée, ne pourra être supérieur à cinq (5) millions d'euros ou à la contre-valeur de ce montant ; dit que le montant nominal maximum des émissions de titres de créances décidées dans le cadre de la présente délégation sera limité au plafond global fixé par la dix-neuvième résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à ladite résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ;
- 4°) décide, conformément aux articles L. 225-136 et L. 22-10-52 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre ;
- 5°) délègue au Directoire la faculté d'apprécier s'il y a lieu de prévoir un délai de priorité irréductible et/ou réductible de souscription en faveur des actionnaires dont la durée minimale est de 3 jours de bourse et de fixer ce délai, ses modalités et ses conditions d'exercice conformément aux dispositions des articles L. 225-135 et L. 22-10.52 du Code de commerce ;
- 6°) décide que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Directoire pourra limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- 7°) décide que le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les 30 jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, lorsque le Directoire constate une demande excédentaire dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce. La limite prévue à l'alinéa 6 ci-dessus est alors augmentée dans les mêmes proportions ;
- 8°) constate que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit (y compris en cas d'émission d'actions afférentes à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qui seraient émises, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, par une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital) ;
- 9°) prend acte du fait que, conformément à l'article L. 225-136 1° 1^{er} alinéa du Code de commerce :
 - le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions réglementaires applicables au jour de l'émission, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance ;
 - le prix d'émission des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent ;

10°) décide que le Directoire aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre ou non en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :

- déterminer le cas échéant, les conditions de la ou des émissions ;
- déterminer les dates et modalités de la ou des émissions ainsi que la nature, la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, qui pourront notamment revêtir la forme de titres subordonnés ou non (et, le cas échéant leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), à durée déterminée ou non ;
- arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis ou à émettre ;
- fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur achat ou de leur échange en bourse, suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits d'attribution, de souscription et/ou d'acquisition d'actions attachées aux valeurs mobilières émises pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ;
- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris par voie d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- fixer les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;
- prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, effectuer toutes formalités utiles et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
- dit que, en cas d'émission de titres d'emprunt, le Directoire aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, notamment, pour décider de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228- 97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et d'une manière générale l'ensemble de leurs modalités.

Le Directoire rendra compte aux actionnaires de l'utilisation qui aura été faite de cette délégation dans les conditions prévues aux articles L. 225-100 alinéa 7 et L. 22-10-34 du Code de commerce ;

11°) décide que la présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée et annule et remplace pour sa durée restant à courir l'autorisation donnée par l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 14 mai 2020.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Vingt-et-unième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, décide de mettre en harmonie les statuts avec la nouvelle recodification du Code de commerce qui a créé une partie dédiée aux sociétés admises sur un marché réglementé et de procéder à l'actualisation des articles du Code de commerce cités dans les statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Vingt-deuxième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée générale extraordinaire, décide de modifier l'article 22 des statuts conformément aux dispositions de l'article L. 823-1, I alinéa 2 du Code de commerce relatives au Commissaire aux comptes suppléant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Vingt-troisième résolution

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

POUR : 46 185 458

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

L'ordre du jour étant épuisé, et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Monsieur William WOSTYN

Les scrutateurs

E-Viel

Mme Catherine Nini

Le secrétaire

Madame Gaëlle SEBILLEAU